

être prudent en matière d'approvisionnement. Il faut procéder avec grand soin lorsqu'il s'agit d'accorder des permis d'exportation tant pour le pétrole que pour le gaz. Je ne crois pas que les partis qui existent au Canada diffèrent d'opinion sous ce rapport.

● (1620)

Toutefois, pour ce qui est du prix, il y aura de légères différences. Depuis 50 ans, c'est-à-dire depuis les années 20, le prix mondial est fixé par un cartel international. Ce cartel international, plus puissant que les gouvernements, avait une politique qui se fondait sur l'hypothèse d'approvisionnements abondants à bas prix. Par conséquent, le prix de gros du pétrole, qui est une marchandise internationale, est demeuré presque stationnaire depuis 50 ans. Naturellement, les guerres de prix qui ont éclaté ont été réprimées mais, en général, le prix de gros du pétrole est demeuré stationnaire durant 50 ans dans le monde industriel.

Cette politique du cartel, qui, chose étrange, a été propice aux consommateurs du monde industriel, a pris fin. L'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, se rend compte que son pétrole est fort utile aux pays industriels et, comme le député qui m'a précédé l'a signalé, il leur procure un avantage politique. Pour ces deux raisons, les prix du pétrole dans le monde ne sont plus établis par un cartel composé de sept grandes compagnies internationales. Ils sont maintenant fixés par 11, 12 ou 13 pays, sous l'égide générale de l'OPEP. Aucun dirigeant d'un parti de l'opposition ou du gouvernement ne peut feindre d'ignorer cette question de prix. Nous pouvons nous demander si nous devons faire face à la question du prix mondial durant les dix ou douze prochaines années. Quelles que soient nos manœuvres, nous ne pouvons modifier la situation. Toutefois, j'accepte d'emblée la première partie de la proposition du Nouveau parti démocratique, que nous songions à imposer des contrôles sur l'exportation de l'essence et d'autres produits pétroliers raffinés.

En qualité de porte-parole de mon parti, j'ai pris soin de m'acquitter de ma tâche le plus sérieusement possible. Il est vrai que j'ai tenté de faire comprendre au ministre qu'il lui incombe d'obtenir des approvisionnements supplémentaires pour l'Est. La situation qui existe à Montréal me préoccupe depuis quatre ans. Depuis 1966, cette situation est critique. Que se produirait-il si les hostilités éclataient au Moyen-Orient? Si ces pays donnaient suite aux engagements qu'ils ont réitérés à maintes reprises, la région de Montréal n'aurait d'approvisionnements que pour 45 jours. Bien entendu, le gouvernement agirait rapidement et établirait un régime de rationnement, de sorte que les stocks de 45 jours dureraient 60 ou 70 jours, mais il y aurait une foule de gens transis à l'est de la vallée de l'Outaouais si cette situation critique se produisait.

Nous souhaitons de tout cœur la découverte de pétrole et de gaz au large de la côte est pour atténuer cette pression. D'autre part, comme il s'agit d'une politique à court terme plutôt qu'à long terme, le gouvernement doit s'attaquer au problème et décider que faire au sujet des habitants de Montréal. Nombre d'entre eux parlent une langue différente, mais ils font partie du Canada. Une bonne part de nos industries sont situées dans cette région, mais nombre d'entre elles ne se rendent pas compte qu'advenant l'arrêt des importations de pétrole étranger, elles cesseraient sur-le-champ de fonctionner comme région industrielle. Elles seraient raisonnablement chauffées pendant la durée du rationnement.

Régie des produits pétroliers

Le danger d'avoir à s'en remettre au bon vouloir de l'OPEP, la politique recommandée à court terme, est mentionné dans le troisième article de la motion proposée aujourd'hui par le NPD, dont je vous donne lecture:

Supprimer la frontière de la vallée de l'Outaouais et permettre au pétrole importé et au pétrole canadien de circuler librement au bénéfice de la concurrence des prix.

J'aimerais bien croire que cela soit possible. Pour ce qui est du pétrole et du gaz, j'aimerais bien voir l'Ontario et le Québec cesser d'abuser des gens de l'Ouest, ce qu'ils font depuis bientôt 50 ans. Certes, le prix du pétrole sera plus élevé, mais l'Ontario et le Québec ont le choix: s'en remettre au bon vouloir des pays de l'OPEP ou à celui de M. Lougheed; ils n'ont qu'à choisir. D'autre part, ils devraient choisir à la suite de pourparlers libres, dépourvus de tout esprit sectaire, car nous ne pourrions résoudre ces questions en nous inspirant des vieilles traditions partisans. Mon parti, je crois, et moi-même serions prêt à déplacer la frontière de la vallée de l'Outaouais vers l'Ouest si le gouvernement de l'Ontario nous demandait de le faire.

M. Macdonald (Rosedale): Vers l'ouest ou l'est?

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Vers l'ouest, comme le propose la motion. Cela me conviendrait, car nous pourrions alors déplacer notre pétrole de la façon normale, soit vers le sud à la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. D'autre part, je suis Canadien. Je dois aussi tenir compte des problèmes des habitants de l'Ontario et du Québec et non seulement de ceux des habitants de l'Ouest.

Cette question devrait être étudiée ouvertement et sérieusement. Je pousserais la limite de la vallée de l'Outaouais plus à l'est, de façon à inclure Montréal, si le Québec le demandait. Je sais qu'il faudrait faire des adaptations dans les raffineries. Même si ce n'était pas rentable, le citoyen de l'Ouest devrait être prêt à fournir au moins la moitié des approvisionnements de Montréal. La population du Québec devrait participer à cette prise de décision. Nous pourrions ici décider arbitrairement de construire un pipe-line d'une capacité de 400,000 barils par jour jusqu'à Montréal. Cela garantirait au moins l'approvisionnement en huile de chauffage, mais nous ne pourrions pas maintenir en activité l'industrie québécoise. Toutefois, c'est une décision qui doit être prise de concert avec le Québec. Il faudrait que ses représentants viennent en discuter avec nous ou que nous fassions les premiers pas. Je parle, je l'espère, d'une façon assez objective pour faire la lumière sur cette question.

Pour ce qui est de la première partie de cette question, le contrôle, nous n'avons pas le choix. Considérez la capacité de nos pipe-lines. Nous l'avons échappé belle, l'hiver dernier. Il suffirait d'un hiver rigoureux pour que Toronto soit en difficulté. Nous manquons de pipe-lines. Voyez la capacité d'entreposage en Ontario et la capacité critique des raffineries. Il y a deux ans, Texaco a annoncé la construction d'une raffinerie près du Lac Érié, mais le projet est retardé depuis deux ans. Je n'en donnerai pas toutes les raisons car elles sont bien connues. Le mois dernier, la compagnie a annoncé qu'elle allait entreprendre ces travaux. Elle ferait mieux de se grouiller, car peu importe qu'elle réalise des profits de 15 ou 20 p. 100, la population de la zone industrialisée de l'Ontario a besoin de pétrole et de gaz pour faire fonctionner son industrie et chauffer ses maisons. Voilà la partie essentielle de la politique. Qu'on ne tente pas de nous distraire en parlant des profits. Ils ne sont pas à dédaigner. Je signale tout simplement que, pour élaborer une politique, il importe